

Le rôle des médias dans la gestion de crise : étude de cas du séisme d'Al Haouz

SALMA BELHAJALI

Doctorante, Laboratoire de Littérature, Arts et Ingénierie Pédagogique,
l'université Ibn Tofail – Kénitra
Maroc

Résumé

Le séisme d'Al Haouz, survenu le 8 septembre 2023, a constitué l'une des catastrophes naturelles les plus marquantes de l'histoire récente du Maroc, tant par l'ampleur des pertes humaines et matérielles que par l'écho médiatique qu'il a suscité. Cet événement dramatique a mis en lumière le rôle central des médias dans la gestion des crises, en tant qu'acteurs de diffusion de l'information, de mobilisation collective et de construction des récits publics. Toutefois, la couverture de cette catastrophe a également révélé des limites et des tensions dans un paysage médiatique profondément transformé par la révolution numérique. D'un côté, les médias traditionnels ont assuré une communication institutionnelle et cadrée, relayant notamment les discours officiels et les messages de solidarité nationale, mais avec une temporalité perçue comme plus "lente". De l'autre, les nouveaux médias, notamment les réseaux sociaux, ont permis une diffusion massive, instantanée et participative des informations, renforçant la proximité émotionnelle avec les publics, mais au prix d'une vulnérabilité accrue aux rumeurs et à la désinformation.

Cet article propose d'analyser l'impact des médias dans la couverture du séisme d'Al Haouz selon une double perspective : d'une part, l'examen de leur rôle dans la gestion de la crise et, d'autre part, la comparaison entre médias traditionnels et nouveaux médias en termes de réactivité, de crédibilité et de responsabilité éthique. À travers cette étude de cas, il s'agira de mettre en évidence la complémentarité mais aussi les tensions entre ces deux sphères médiatiques et de réfléchir aux enjeux liés au fact-checking¹ et à l'éducation aux médias en période de crise.

Mots clés : Gestion de crise, écho médiatique, fact-checking

¹ Fact-checking : L'ensemble des pratiques journalistiques visant à vérifier la véracité d'une information afin d'en confirmer l'authenticité ou d'en démontrer l'inexactitude dans une logique de lutte contre la désinformation

Abstract

The Al Haouz earthquake, which struck Morocco on September 8, 2023, stands as one of the most significant natural disasters in the country's recent history, both in terms of human and material losses and in the media coverage it generated. This dramatic event highlighted the central role of the media in crisis management, serving as actors of information dissemination, collective mobilization, and public narrative construction. However, the coverage of this catastrophe also revealed limitations and tensions within a media landscape profoundly reshaped by the digital revolution. On the one hand, traditional media ensured institutional and framed communication, relaying official statements and messages of national solidarity, but with a pace often perceived as "slower." On the other hand, new media, particularly social networks, enabled massive, real-time, and participatory information sharing, reinforcing emotional proximity with the public, but at the cost of increased vulnerability to rumors and misinformation.

This article aims to analyze the impact of the media in the coverage of the Al Haouz earthquake from a dual perspective: first, by examining their role in crisis management, and second, by comparing traditional and new media in terms of responsiveness, credibility, and ethical responsibility. Through this case study, the article highlights both the complementarities and the tensions between these two media spheres, while reflecting on the importance of fact-checking practices and media literacy in times of crisis.

Keywords: Crisis media, Al Haouz earthquake, social media, fake news, disaster communication management

Introduction

Le 8 septembre 2023, le Maroc a été frappé par un violent séisme dans la région d'Al Haouz, faisant près de 3 000 morts et des milliers de blessés, tout en provoquant d'importants dégâts matériels. Au-delà de l'ampleur humaine et sociale de cette catastrophe, l'événement a mis en évidence l'importance cruciale de la communication et de la circulation de l'information en période de crise. En effet, face à l'urgence, les médias jouent un rôle central non seulement dans la diffusion des faits, mais également dans la mobilisation des solidarités et la construction des récits collectifs.

Toutefois, cette catastrophe est survenue dans un paysage médiatique en profonde mutation. Les médias traditionnels, télévision, radio et presse écrite, continuent d'assurer une communication institutionnelle et cadrée, relayant les discours officiels et contribuant à stabiliser l'opinion publique. En parallèle, les nouveaux médias, et plus particulièrement les réseaux sociaux, ont émergé comme des vecteurs d'instantanéité et de participation citoyenne, permettant aux témoins directs de diffuser images, vidéos et témoignages en temps réel. Si cette dynamique favorise une proximité émotionnelle et une mobilisation rapide, elle expose aussi à la circulation de rumeurs et de fausses informations.

Dès lors, une question centrale se pose : **comment les médias marocains, qu'ils soient traditionnels ou numériques, ont-ils couvert le séisme d'Al Haouz et dans quelle mesure ont-ils contribué à la gestion de cette crise ?**

Afin d'apporter des éléments de réponse à cette problématique, le présent article s'organise en plusieurs étapes. Il s'agira d'abord de poser les bases théoriques en définissant le rôle des médias en période de crise, en confrontant médias traditionnels et nouveaux médias et en mobilisant les concepts de communication de crise, de désinformation, de fact-checking et d'éthique journalistique. Ensuite, une présentation du séisme d'Al Haouz et de ses conséquences permettra de mettre en évidence la mobilisation nationale et internationale ainsi que la place centrale des réseaux sociaux dans la première circulation des informations. L'analyse se penchera ensuite sur l'impact des médias dans la gestion de cette crise, en distinguant le rôle

institutionnel des médias traditionnels et la réactivité des nouveaux médias, tout en soulignant leurs limites face à la désinformation. Une comparaison des différences de couverture entre médias traditionnels et numériques sera également menée, notamment en termes de temporalité, de crédibilité et de responsabilité éthique. Enfin, une discussion et une analyse approfondie permettront de dégager les enseignements principaux, avant de conclure sur la complémentarité mais aussi les tensions entre ces deux sphères médiatiques et sur les pistes pour renforcer la confiance du public en période de crise.

I. Les médias et la gestion de crise : cadre conceptuel et théorique

Avant d'analyser concrètement la couverture médiatique du séisme d'Al Haouz, il importe de replacer cette réflexion dans un cadre conceptuel et théorique solide. Comprendre le rôle des médias en période de crise nécessite en effet de clarifier les notions de communication de crise, de désinformation, de fact-checking et d'éthique journalistique, tout en mettant en perspective les dynamiques propres aux médias traditionnels et aux nouveaux médias. Cette première partie permettra ainsi de poser les fondations nécessaires à l'examen empirique du cas étudié, en mettant en lumière les complémentarités mais aussi les tensions qui traversent aujourd'hui le paysage médiatique.

1. Définition du rôle des médias en période de crise

En période de crise, qu'elle soit naturelle, sanitaire, sociale ou politique, les médias assument un rôle crucial qui dépasse la simple transmission de l'information. Ils deviennent des acteurs stratégiques de la communication de crise, en contribuant à informer les citoyens, à orienter leurs comportements et à maintenir la cohésion sociale. Selon *Lagadec (1993)*¹, la communication de crise vise à gérer l'incertitude et à apporter des repères aux publics face à une situation instable et anxiogène. Dans ce cadre, les médias apparaissent comme des médiateurs essentiels entre les institutions, les acteurs de terrain et les populations.

Leur rôle premier est celui de diffuseurs d'informations fiables et vérifiées, permettant aux individus d'adopter des comportements adaptés (sécurité, solidarité,

¹ Lagadec, P. (1993). *La gestion des crises : outils de réflexion à l'usage des décideurs*. McGraw-Hill.

mobilisation). En relayant les communiqués officiels et les annonces des autorités, les médias traditionnels participent à une fonction de stabilisation sociale en réduisant les rumeurs et en renforçant la légitimité institutionnelle (Coombs, 2014)¹. Toutefois, cette fonction normative peut être perçue comme une limite lorsque la communication devient trop cadrée ou institutionnelle, risquant d'occulter certaines réalités du terrain.

Parallèlement, les médias contribuent à la construction du récit public de la crise. En sélectionnant, hiérarchisant et cadrant les informations (théorie de l'*agenda-setting*, McCombs & Shaw, 1972)², ils orientent la perception collective des événements. Ce processus influence la manière dont la société interprète la catastrophe, ses causes, ses conséquences et les responsabilités des différents acteurs.

Enfin, en période de crise, les médias doivent concilier rapidité et véracité. La demande sociale d'information immédiate, amplifiée par les réseaux sociaux, entre souvent en tension avec l'exigence professionnelle de vérification. Ce dilemme accentue la vulnérabilité face aux fausses informations et souligne la nécessité de renforcer les pratiques de fact-checking et de maintenir une rigueur éthique, afin de préserver la confiance du public.

Ainsi, si le rôle des médias en période de crise se définit d'abord par leur fonction d'information, de médiation et de stabilisation sociale, il ne peut être pleinement compris qu'en tenant compte des mutations du paysage médiatique. En effet, la coexistence entre médias traditionnels et nouveaux médias a profondément transformé les dynamiques de communication, révélant à la fois des complémentarités et des tensions qu'il convient désormais d'examiner.

2. Médias traditionnels vs. nouveaux médias : complémentarités et tensions

L'écosystème médiatique contemporain se caractérise par la coexistence de deux logiques communicationnelles distinctes mais interdépendantes : celle des médias traditionnels (presse écrite, radio, télévision) et celle des nouveaux médias (sites

¹ Coombs, W. T. (2014). *Ongoing crisis communication: Planning, managing, and responding*. Sage Publications.

² McCombs, M. E., & Shaw, D. L. (1972). The agenda-setting function of mass media. *Public Opinion Quarterly*, 36(2), 176-187.

d'information en ligne, réseaux sociaux, plateformes participatives). En période de crise, cette dualité joue un rôle décisif dans la manière dont les événements sont relayés, perçus et interprétés par le public.

Les médias traditionnels conservent une fonction de référence institutionnelle et de crédibilité. Leur couverture s'appuie sur des sources officielles, des protocoles éditoriaux et un souci de vérification, ce qui contribue à limiter les risques de désinformation. En relayant les messages des autorités et en assurant une narration cadrée, ils remplissent une mission de stabilisation et de légitimation de l'action publique (Coombs, 2014)¹. Comme le souligne Charron (2017)², cette légitimité découle de leur statut d'acteurs historiques de l'espace public, garants d'une certaine stabilité communicationnelle face aux bouleversements numériques.

Toutefois, cette prudence s'accompagne parfois d'une relative lenteur face à l'exigence d'immédiateté, ce qui peut donner l'impression d'un décalage avec le rythme de l'actualité sur les réseaux sociaux.

À l'inverse, les nouveaux médias se distinguent par leur instantanéité et leur interactivité. Les réseaux sociaux permettent aux témoins directs de diffuser des images et des témoignages en temps réel, favorisant une circulation horizontale et participative de l'information. Cette dynamique contribue à renforcer la proximité émotionnelle avec les publics et à susciter des élans de solidarité, comme en témoignent les vagues de dons et d'aides humanitaires souvent coordonnées via ces plateformes. Néanmoins, cette rapidité s'accompagne de risques majeurs: propagation de rumeurs, diffusion de contenus non vérifiés, surenchère émotionnelle ou encore instrumentalisation politique (Wardle & Derakhshan, 2018)³.

La confrontation entre ces deux logiques révèle à la fois des complémentarités et des tensions. Complémentarités, car les réseaux sociaux peuvent jouer un rôle d'alerte et de diffusion immédiate, tandis que les médias traditionnels interviennent

¹ Coombs, W. T. (2014). *Ongoing crisis communication: Planning, managing, and responding*. Sage Publications.

² Charron, J. (2017). *Sociologie des médias*. Armand Colin.

³ Wardle, C., & Derakhshan, H. (2018). *Information disorder: Toward an interdisciplinary framework for research and policy making*. Council of Europe.

pour contextualiser, vérifier et donner une légitimité institutionnelle. Mais tensions également, car la compétition pour l'attention du public tend à accentuer les divergences : les nouveaux médias valorisent la vitesse et l'émotion, tandis que les médias traditionnels défendent la véracité et la crédibilité, parfois au prix d'une perte de réactivité.

Cette dualité, loin d'être anecdotique, structure aujourd'hui l'ensemble du champ médiatique et influence directement la gestion des crises contemporaines.

Ainsi, la coexistence entre médias traditionnels et nouveaux médias met en lumière des logiques complémentaires mais aussi conflictuelles, qui influencent directement la manière dont les crises sont couvertes et perçues par le public. Pour approfondir cette réflexion, il convient désormais de mobiliser un ensemble de concepts théoriques permettant de mieux cerner ces dynamiques : communication de crise, désinformation, fact-checking et éthique journalistique.

3. Concepts et enjeux liés à l'information en temps de crise

L'analyse du rôle des médias en période de crise nécessite de s'appuyer sur un socle conceptuel solide. Quatre notions apparaissent ici essentielles pour éclairer les dynamiques observées : la **communication de crise**, la **désinformation**, le **fact-checking** et l'**éthique journalistique**.

● Communication de crise

La communication de crise se définit comme « l'ensemble des dispositifs de communication mis en place pour anticiper, gérer et répondre aux situations de perturbation majeure » (Lagadec, 1993)¹. Elle vise à réduire l'incertitude, à rassurer les publics et à préserver la légitimité des institutions concernées. Dans ce cadre, les médias jouent un rôle d'intermédiaire stratégique entre les autorités, les acteurs de terrain et les citoyens, en contribuant à maintenir la cohésion sociale et à éviter la panique (Coombs, 2014)².

¹ Lagadec, P. (1993). *La gestion des crises : outils de réflexion à l'usage des décideurs*. McGraw-Hill.

² Coombs, W. T. (2014). *Ongoing crisis communication: Planning, managing, and responding*. Sage Publications.

- **Désinformation**

La désinformation renvoie à la diffusion volontaire d'informations fausses ou manipulées dans le but de nuire à un individu, un groupe ou une institution. Selon *Wardle et Derakhshan (2018)*¹, elle constitue l'une des trois formes de l' "information disorder", aux côtés de la mésinformation (fausse information diffusée sans intention de nuire) et de la malinformation (information vraie sortie de son contexte pour causer un tort). En période de crise, la désinformation est particulièrement problématique car elle exploite l'émotion et l'urgence pour se propager rapidement.

- **Fact-checking**

Le fact-checking, ou vérification des faits, désigne l'ensemble des pratiques journalistiques consistant à évaluer la véracité d'une information, d'une déclaration ou d'un contenu médiatique. Son objectif est double : garantir l'exactitude de l'information et lutter contre la désinformation. Il s'appuie sur des outils techniques (recherche inversée d'images, bases de données, plateformes spécialisées) et sur une méthodologie de vérification systématique. Pour *Bigot (2019)*², le fact-checking est devenu une compétence incontournable du journalisme moderne, indispensable pour restaurer la confiance du public.

- **Éthique journalistique**

Enfin, l'éthique journalistique renvoie à l'ensemble des principes déontologiques qui guident la pratique professionnelle : véracité, indépendance, respect de la dignité humaine et responsabilité sociale. Comme le rappelle *Sauvajol-Rialland (2023)*³, ces principes sont particulièrement mis à l'épreuve en période de crise, où la pression de l'immédiateté et de l'émotion peut conduire certains médias à privilégier la vitesse ou le sensationnalisme au détriment de la rigueur et du respect

¹ Wardle, C., & Derakhshan, H. (2018). *Information disorder: Toward an interdisciplinary framework for research and policy making*. Strasbourg : Council of Europe.

² Bigot, L. (2019). *Fact-checking vs fake news : Vérifier pour mieux informer*. Paris : Éditions du Cavalier Bleu.

³ Sauvajol-Rialland, C. (2023). *Penser la transition numérique : Vers un monde digital durable* (chap. 23 : L'infobésité). Cormelles-le-Royal : Éditions EMS.

des victimes. L'éthique journalistique apparaît dès lors comme une condition indispensable pour préserver la crédibilité des médias et maintenir la confiance du public.

L'examen des fondements théoriques a permis de mettre en lumière le rôle essentiel des médias en période de crise, en tant qu'acteurs de diffusion, de médiation et de stabilisation sociale. La confrontation entre médias traditionnels et nouveaux médias révèle des dynamiques complémentaires mais aussi conflictuelles, qui influencent profondément la circulation et la réception de l'information. Enfin, la mobilisation de concepts tels que la communication de crise, la désinformation, le fact-checking et l'éthique journalistique fournit un cadre analytique solide pour comprendre les enjeux actuels. Ces bases théoriques constituent un socle indispensable avant d'aborder l'étude empirique du séisme d'Al Haouz, dont la couverture médiatique illustre de manière concrète les tensions et les défis propres au paysage médiatique contemporain.

II. Le séisme d'Al Haouz : contexte et mobilisation médiatique

Après avoir posé les bases théoriques nécessaires à la compréhension des logiques médiatiques en temps de crise, il convient désormais d'appliquer ce cadre conceptuel à une étude de cas concrète. Le séisme d'Al Haouz, survenu le 8 septembre 2023, constitue en effet un terrain d'analyse particulièrement pertinent. Par son ampleur humaine et matérielle, il a marqué profondément la société marocaine et suscité une mobilisation nationale et internationale sans précédent. Mais au-delà de l'émotion collective, cet événement a aussi révélé la manière dont les médias (traditionnels et numériques) ont contribué à la gestion de la crise, à la circulation des informations et à la construction des récits publics. Cette deuxième partie se propose ainsi de présenter le contexte de la catastrophe, d'examiner le rôle catalyseur des médias dans la mobilisation, et de mettre en lumière la place centrale qu'ont occupée les réseaux sociaux dans la première diffusion des informations.

1. Présentation du séisme et de ses conséquences humaines, matérielles et sociales

Le 8 septembre 2023 à 23h11 heure locale, un séisme d'une magnitude estimée à 6,8 sur l'échelle de moment (M_w) a frappé la province d'Al Haouz, dans la région de Marrakech-Safi, au cœur du Haut Atlas. L'épicentre fut localisé à proximité de la commune d'Ighil, à une profondeur estimée à 11,6 km par le Centre Sismologique Euro-Méditerranéen (CSEM) et à 26 km par l'USGS (service géologique des États-Unis). Ce tremblement de terre est considéré comme l'un des plus violents jamais enregistrés au Maroc au plan instrumental.

● Conséquences humaines

Le bilan humain est tragique, selon le rapport du Haut Commissariat au Plan (HCP), le séisme d'Al Haouz a touché plus de **2,6 millions de personnes** dans les zones sinistrées et a causé la mort de plus de **2964 personnes**, principalement dans les provinces d'Al Haouz, de Chichaoua, et de Taroudant. Au niveau local, la crise a affecté des milliers de familles, où des enfants, des personnes âgées et des populations vulnérables ont été parmi les plus affectés.

● Conséquences matérielles et sociales

Selon le rapport du HCP, les dégâts matériels sont estimés à l'effondrement ou à l'endommagement de **59 674 bâtiments**, dont environ 32 % effondrés totalement et 68 % partiellement. De nombreuses maisons ont été détruites ou gravement endommagées, des routes et infrastructures vitales ont été perturbées, et des villages entiers ont été réduits à des ruines. Le choc a touché non seulement les zones rurales de l'Atlas, mais aussi des secteurs urbains plus larges.

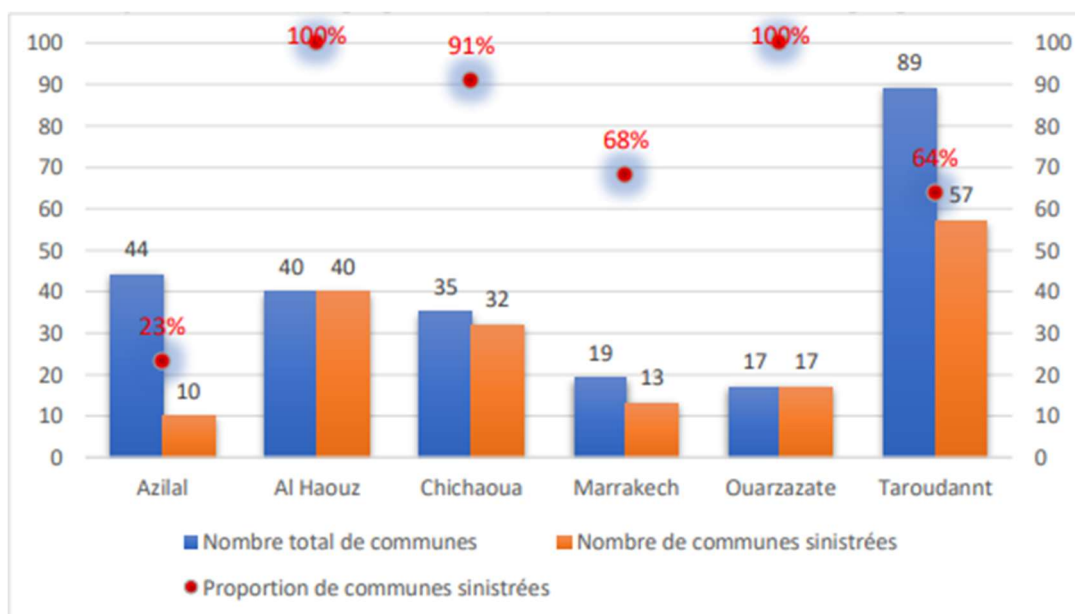


Figure 1: Nombre et proportion (en %) de communes sinistrées par province – Rapport : Profil sociodémographique de la zone sinistrée suite au tremblement de terre survenu au Maroc le 8 septembre 2023

Selon le HCP, le séisme du 8 septembre 2023 a eu de profondes répercussions sociales dans la province d’Al Haouz et les zones avoisinantes. La catastrophe a entraîné la destruction ou l’endommagement de nombreuses habitations, plaçant un grand nombre de ménages dans des situations de vulnérabilité accrue. Le HCP souligne que la configuration géographique de la région est marquée par un relief montagneux et une population dispersée (Haut-Commissariat au Plan, 2023).¹

Province/préf.	Population 2014	Population 2023	Ménages 2014	Ménages 2023	Taille des ménages 2023
Azilal	148 593	153 573	23 477	25 893	5,9
Al Haouz	573 128	669 028	111 627	145 818	4,6
Chichaoua	328 290	357 720	65 809	78 686	4,5
Marrakech	511 512	553 134	112 764	137 735	4,0
Ouarzazate	297 502	317 669	54 959	65 922	4,8
Taroudannt	543 634	556 991	107 292	124 226	4,5
Total	2 402 659	2 608 115	475 928	578 280	4,5

Tableau : Répartition de l’effectif de la population et du nombre de ménages par zone sinistrée en 2014 et 2023 – Rapport : Profil sociodémographique de la zone sinistrée suite au tremblement de terre survenu au Maroc le 8 septembre 2023

¹ Haut-Commissariat au Plan. (2023). Profil sociodémographique de la zone sinistrée suite au tremblement de terre survenu au Maroc le 8 septembre 2023. Haut-Commissariat au Plan.

Ainsi, l'analyse des premières conséquences du séisme d'Al Haouz met en évidence la combinaison de vulnérabilités qui a amplifié l'impact de la catastrophe. Cette réalité a fait émerger la nécessité d'un soutien dépassant le cadre strictement régional. C'est dans cette perspective qu'il convient désormais d'examiner la manière dont les médias ont contribué à catalyser une mobilisation nationale et internationale en réponse à la tragédie.

2. Mobilisation nationale et internationale : rôle catalyseur des médias

Dans les heures suivant le séisme d'Al Haouz, les médias ont joué un rôle déterminant dans la mise en visibilité immédiate de la catastrophe. Sur le plan national, les chaînes publiques et les sites d'information ont relayé les bilans officiels du ministère de l'Intérieur ainsi que les discours des autorités, permettant aux citoyens de comprendre l'ampleur de la crise.

Parallèlement, les réseaux sociaux ont amplifié cette diffusion initiale. Des vidéos prises par des habitants des zones sinistrées ont fusé sur TikTok, Instagram ou Twitter/X dès les premières minutes, accompagnées d'appels à l'aide.

Le hashtag #SéismeMaroc est rapidement devenu viral, relayé tant par des citoyens que par des influenceurs et des médias internationaux, ce qui a contribué à donner une résonance globale à l'événement. Plusieurs organes de presse étrangers ont ensuite couvert la tragédie à leur tour.

Cette médiatisation rapide et plurielle a favorisé la mobilisation internationale : certains pays et organisations ont proposé leur aide suite à cette visibilité accrue. En parallèle, cette couverture a suscité des débats sur les limites de l'usage des plateformes numériques pendant les crises, notamment lorsque certains influenceurs ont été accusés d'exploiter la souffrance des victimes pour leur visibilité.

En somme, les médias ont agi comme un catalyseur de solidarité : ils ont non seulement sensibilisé l'opinion publique marocaine, mais ont aussi stimulé l'engagement extérieur et accéléré les réponses institutionnelles montrant ainsi combien l'information peut transformer une catastrophe locale en enjeu de portée nationale et internationale.

Ainsi, la mobilisation nationale et internationale suscitée par le séisme d'Al Haouz met en évidence la puissance de la médiatisation dans l'activation des élans de solidarité et dans la coordination de l'aide. Toutefois, avant même cette phase de mobilisation institutionnelle et humanitaire, l'information a d'abord circulé à travers des canaux numériques, largement investis par les citoyens ordinaires. Il convient dès lors d'examiner la place centrale occupée par les réseaux sociaux dans la première circulation des informations, notamment au cours des heures qui ont immédiatement suivi la catastrophe.

3. La place centrale des réseaux sociaux dans la première circulation des informations

Dans les heures qui ont immédiatement suivi le séisme d'Al Haouz, les réseaux sociaux se sont imposés comme les premiers canaux de diffusion de l'information, bien avant la couverture structurée des médias traditionnels. Des plateformes telles que Facebook, WhatsApp, TikTok et Twitter/X ont permis aux habitants des zones sinistrées de partager, en temps réel, des images, des vidéos et des témoignages décrivant l'ampleur des dégâts et l'urgence de la situation. Cette circulation horizontale de l'information a joué un rôle crucial dans la construction des premières représentations publiques de la catastrophe.

Les vidéos amateurs filmées dans les villages du Haut Atlas, montrant des habitations effondrées, des routes coupées ou des habitants passant la nuit à l'extérieur, ont largement circulé sur TikTok et Facebook dès la première nuit. Ces contenus, souvent accompagnés de messages d'alerte ou d'appels à l'aide, ont contribué à rendre visibles des zones rurales habituellement peu couvertes par les médias. Par ailleurs, les applications de messagerie instantanée, notamment WhatsApp, ont servi d'outils de coordination informelle, facilitant l'échange rapide d'informations entre habitants, bénévoles et associations locales sur les besoins urgents en nourriture, couvertures ou médicaments.

Sur Twitter/X, l'utilisation de hashtags tels que #SéismeMaroc ou #AlHaouzEarthquake a favorisé l'indexation et la viralité des contenus, attirant l'attention de journalistes, de médias internationaux et d'organisations humanitaires.

Cette dynamique a permis une diffusion transnationale rapide de l'événement, contribuant à inscrire le séisme d'Al Haouz dans l'agenda médiatique mondial. Les réseaux sociaux ont ainsi joué un rôle d'alerte précoce, en amont des dispositifs institutionnels de communication.

Toutefois, cette centralité des réseaux sociaux dans la première circulation de l'information s'est accompagnée de limites importantes. La rapidité de diffusion et l'absence de filtres éditoriaux ont favorisé la circulation de rumeurs, d'images anciennes ou sorties de leur contexte, ainsi que de chiffres non vérifiés. Cette situation illustre les tensions inhérentes à l'information en temps de crise : si les réseaux sociaux permettent une réactivité et une proximité inédites, ils exposent également les publics à des risques accrus de désinformation.

Ainsi, les réseaux sociaux apparaissent comme des acteurs incontournables de la communication de crise contemporaine. Leur rôle dans la première circulation de l'information est indéniable, mais il souligne également la nécessité d'une articulation avec les médias traditionnels et les institutions, afin de concilier rapidité, fiabilité et responsabilité dans le traitement de l'information en contexte de catastrophe.

3.1 Principaux cas de fausses informations liés au séisme d'Al Haouz

La couverture médiatique du séisme d'Al Haouz ne s'est pas limitée à une circulation massive d'informations vérifiées. Elle a également été marquée par une prolifération rapide de fausses informations, favorisée par l'urgence, l'émotion collective et la viralité des réseaux sociaux. Dans ce contexte, plusieurs rumeurs, images trompeuses et affirmations infondées ont circulé, contribuant à brouiller la compréhension de la situation et à alimenter l'inquiétude des populations. L'analyse de ces cas de désinformation permet de mieux saisir les mécanismes à l'œuvre dans la diffusion des fake news en période de crise et d'en évaluer les effets sur la gestion de l'information.

3.1.1 Prédications sismiques fictives

Parmi les premières formes de fausses informations observées après le séisme figurent les prédictions alarmistes annonçant de nouvelles secousses imminentes. Ces contenus, souvent attribués à des experts ou à des scientifiques présumés, ont largement circulé sur les réseaux sociaux, exploitant la peur et l'incertitude liées aux répliques sismiques. Leur diffusion illustre la facilité avec laquelle une information non vérifiée peut acquérir une apparence de crédibilité lorsqu'elle est associée à une figure d'autorité supposée.

Des publications sur les réseaux sociaux attribuaient au prétendu sismologue *Frank Hoogerbeets* la prévision d'un autre grand séisme imminent au Maroc après celui du 8 septembre. Cette information a été catégoriquement démentie par le chercheur lui-même, qui a précisé qu'il n'avait pas prédit de nouveau séisme et que seules de petites répliques (magnitude 4–5) étaient courantes après un choc principal¹.

3.1.2. Images et vidéos sorties de leur contexte

Au-delà des prédictions infondées, de nombreuses fausses informations ont pris la forme de contenus visuels détournés. Images anciennes, vidéos sorties de leur contexte ou provenant d'autres pays ont été massivement partagées comme étant liées au séisme d'Al Haouz. Ce type de désinformation visuelle, particulièrement efficace sur les plateformes numériques, a renforcé l'impact émotionnel de la catastrophe tout en altérant la véracité de l'information diffusée.

- Une vidéo montrant un nouveau-né extrait des décombres a été largement diffusée comme étant liée au séisme d'Al Haouz. Or, il a été établi qu'il s'agissait d'une séquence ancienne, datant de 2019, sans aucun lien avec l'événement.²
- Une autre vidéo présentant deux enfants supposément rescapés du séisme, en pleurs et en situation de détresse, a été massivement partagée. En réalité, ces images

¹ TelQuel.avec MAP (2023, septembre). Séisme d'Al Haouz: ces fake news qui circulent.

TelQuel

² Ibid.

provenaient d'un contexte totalement différent, ayant été filmées en Afghanistan plusieurs mois auparavant.¹

3.1.3 Rumeurs sur la condition des victimes

D'autres fake news ont concerné directement la situation des victimes et le fonctionnement des services publics. Des rumeurs faisant état de conditions sanitaires alarmantes, de corps laissés sous les décombres ou d'un manque total de prise en charge médicale ont circulé, parfois relayées sans vérification préalable. Ces informations erronées ont contribué à créer un climat d'anxiété et de défiance, au moment même où une communication fiable était essentielle.

Certaines publications affirmaient que des dépouilles restaient à l'air libre sous les décombres et se décomposaient, créant une atmosphère de panique. Cette allégation a été démentie par les autorités : toutes les personnes retrouvées ont été dégagées et inhumées selon les procédures appropriées, et aucun cas de putréfaction comme décrit dans ces rumeurs n'a été confirmé².

3.1.4 Faux communiqués et alertes fictives

Enfin, certaines fausses informations ont pris la forme de faux communiqués attribués à des institutions officielles, notamment dans le domaine météorologique ou sanitaire. La diffusion de ces messages frauduleux, présentés comme émanant d'organismes publics, a accentué la confusion et mis en évidence la nécessité d'une vigilance accrue face aux contenus circulant sur les réseaux sociaux en période de crise.

- Des messages sur les réseaux sociaux prétendaient que le Centre hospitalier régional Hassan II d'Agadir manquait de médicaments essentiels ou que Marrakech avait atteint la saturation complète de ses services de soins. Ces informations ont été

¹ Ibid.

² MAGHREB ARABE PRESSE (Septembre 2023), Des corps de victimes en décomposition à l'air libre et sous les décombres. FAUX, [mapexpress.ma](https://www.mapexpress.ma)

rejetées par les autorités sanitaires, qui ont confirmé la capacité continue d'accueil des blessés et la disponibilité des médicaments.¹

- Certaines publications attribuaient à la Direction générale de la météorologie la diffusion d'un bulletin d'alerte orange annonçant des pluies torrentielles et des rafales violentes dans les zones sinistrées. La Direction a démenti catégoriquement avoir émis cette alerte, confirmant qu'aucun bulletin de ce type n'avait été publié.²

Ces exemples montrent comment la virulence des fake news après le séisme d'Al Haouz a pu semer la confusion, alimenter la peur et mettre en péril l'éthique informationnelle au moment où la population avait le plus besoin d'informations fiables. Ils constituent des cas d'étude pertinents pour analyser la dynamique de désinformation en situation de crise.

3.2 Contexte du dispositif *SOS Fake News* de la MAP

Face à la multiplication des fausses informations ayant circulé à la suite du séisme d'Al Haouz, l'Agence Maghreb Arabe Presse (MAP), l'agence de presse officielle du Maroc, a activé son dispositif de vérification **SOS Fake News**, conçu pour lutter contre la désinformation et protéger l'opinion publique en période de crise. Cette initiative s'inscrit dans une démarche institutionnelle de **fact-checking**, visant à identifier, analyser et démentir rapidement les rumeurs, images trompeuses et faux communiqués diffusés principalement sur les réseaux sociaux. En s'appuyant sur des sources officielles et vérifiées, *SOS Fake News* a permis de rétablir les faits et de limiter les effets anxiogènes de contenus alarmistes ou mensongers.

Le fonctionnement de ce dispositif repose sur une veille informationnelle continue, permettant de repérer les contenus viraux susceptibles de désinformer ou de provoquer la panique. Une fois identifiées, ces fausses informations font l'objet de démentis clairs et documentés, publiés sur les canaux officiels de la MAP. Ces interventions ont contribué à renforcer la crédibilité de l'information

¹ SNRTNews avec MAP (Septembre 2023), Séisme d'Al Haouz, SOS Fake News, SNRTNews

² Ibid.

institutionnelle dans un contexte marqué par l'urgence et la forte charge émotionnelle liée à la catastrophe.

Par ailleurs, les démentis produits par *SOS Fake News* ont été largement relayés par les médias nationaux, notamment la presse écrite, les plateformes numériques et les chaînes de service public. Cette reprise médiatique a joué un rôle essentiel dans la diffusion rapide des rectifications auprès du grand public, favorisant ainsi une meilleure compréhension de la situation réelle sur le terrain. Le dispositif *SOS Fake News* illustre ainsi la place centrale que peut occuper une agence de presse nationale dans la régulation de l'espace informationnel en temps de crise, en contribuant à contenir la désinformation et à préserver la confiance du public envers les sources médiatiques et institutionnelles.

IV. Différences de couverture entre médias traditionnels et nouveaux médias

La couverture médiatique du séisme d'Al Haouz met en lumière des différences significatives entre les médias traditionnels et les nouveaux médias, tant dans leurs modes de fonctionnement que dans leurs logiques éditoriales. Si ces deux sphères médiatiques ont contribué, chacune à leur manière, à informer le public et à accompagner la gestion de la crise, elles se distinguent par leur rapport au temps, à la crédibilité de l'information et aux exigences éthiques. L'analyse de ces divergences permet de mieux comprendre les tensions, mais aussi les complémentarités, qui caractérisent l'écosystème informationnel contemporain en situation de catastrophe. Cette partie se propose ainsi d'examiner successivement les écarts observés en termes de temporalité, de perception de la crédibilité et de responsabilité journalistique entre médias traditionnels et nouveaux médias.

1. Temporalité : lenteur relative des médias traditionnels et immédiateté des réseaux sociaux

L'un des contrastes les plus marquants dans la couverture du séisme d'Al Haouz réside dans le rapport au temps qui caractérise respectivement les médias traditionnels et les nouveaux médias. Les médias traditionnels, tels que la télévision, la radio et la presse écrite, s'inscrivent dans une temporalité structurée par des contraintes éditoriales et institutionnelles. La diffusion de l'information y est généralement conditionnée par des processus de vérification, de validation hiérarchique et de coordination avec les sources officielles. Cette démarche, bien que perçue comme relativement lente, vise à garantir la fiabilité et la cohérence de l'information transmise au public, notamment dans un contexte de crise marqué par l'incertitude et l'émotion.

À l'inverse, les réseaux sociaux fonctionnent selon une logique d'instantanéité. Dès les premières minutes suivant le séisme, des contenus produits par des témoins directs ont circulé massivement sur des plateformes telles que Facebook, Tik Tok ou Twitter/X, offrant un accès immédiat à des images et à des récits de la catastrophe. Cette rapidité a permis de rendre visibles des zones rurales et enclavées, souvent absentes des premières couvertures médiatiques traditionnelles, et de signaler l'ampleur des dégâts avant même l'intervention des dispositifs institutionnels de communication.

Cependant, cette immédiateté s'accompagne de limites importantes. L'absence de filtres éditoriaux et de mécanismes de vérification systématique a favorisé la circulation de contenus approximatifs, voire erronés, contribuant à une confusion informationnelle dans les premières heures de la crise. En comparaison, la temporalité plus mesurée des médias traditionnels apparaît comme un facteur de stabilisation de l'espace public, en offrant des repères informationnels fondés sur des sources identifiées et des données vérifiées.

Ainsi, la différence de temporalité entre médias traditionnels et nouveaux médias ne doit pas être interprétée uniquement en termes d'opposition, mais plutôt comme l'expression de deux logiques complémentaires. L'immédiateté des réseaux sociaux répond au besoin d'alerte et de visibilité, tandis que la temporalité plus lente des médias traditionnels participe à la construction d'une information consolidée et

crédible. Cette complémentarité, lorsqu'elle est articulée de manière cohérente, peut contribuer à une meilleure gestion de l'information en situation de crise.

2. Crédibilité et perception : confiance institutionnelle et proximité émotionnelle

Au-delà des différences de temporalité, la couverture du séisme d'Al Haouz révèle un contraste notable entre médias traditionnels et nouveaux médias en matière de crédibilité perçue et de rapport au public. Les médias traditionnels bénéficient généralement d'une confiance institutionnelle construite sur leur rôle historique de médiateurs de l'information et sur leur proximité avec les sources officielles. En relayant les communiqués des autorités publiques, les bilans validés et les interventions des responsables institutionnels, ils offrent un cadre informationnel perçu comme plus stable et plus fiable, notamment dans un contexte de crise où l'exactitude des données revêt une importance particulière.

Cependant, cette crédibilité institutionnelle peut parfois s'accompagner d'une distance émotionnelle avec les publics. La couverture médiatique classique, souvent centrée sur les chiffres, les déclarations officielles et les dispositifs de gestion de crise, peut apparaître abstraite face à l'ampleur de la souffrance humaine. À l'inverse, les nouveaux médias, en particulier les réseaux sociaux, instaurent une relation de proximité émotionnelle forte avec les publics. Les témoignages directs, les images filmées par les habitants et les récits personnels diffusés en ligne ont permis de donner un visage humain à la catastrophe, renforçant l'identification et l'empathie du public.

Cette proximité émotionnelle a contribué à une mobilisation rapide et massive, mais elle a également exposé les publics à une information moins filtrée. La confiance accordée aux contenus circulant sur les réseaux sociaux repose souvent davantage sur l'émotion, la similarité ou la viralité que sur des critères de fiabilité journalistique. Dans le cas du séisme d'Al Haouz, cette dynamique a facilité la diffusion de rumeurs et de contenus trompeurs, comme l'ont montré les interventions du dispositif *SOS Fake News* de la MAP.

Ainsi, la crédibilité médiatique en situation de crise se construit selon des registres différenciés : d'un côté, une confiance institutionnelle fondée sur la légitimité et la vérification; de l'autre, une confiance affective reposant sur l'expérience vécue et partagée. La confrontation de ces deux logiques souligne la nécessité d'un équilibre entre rigueur informative et humanisation du récit, afin de répondre aux attentes du public sans compromettre la fiabilité de l'information.

3. Éthique et responsabilité : entre prudence journalistique et viralité incontrôlée

La couverture du séisme d'Al Haouz met en évidence des enjeux éthiques majeurs liés aux différences structurelles entre médias traditionnels et nouveaux médias. Du côté des médias traditionnels, la pratique journalistique est encadrée par des normes professionnelles fondées sur la vérification des sources, le respect de la dignité des victimes et la responsabilité sociale de l'information. Cette prudence éthique se traduit par une attention particulière portée au choix des images diffusées, au vocabulaire employé et à la validation des données avant publication. En période de crise, cette démarche vise à éviter toute amplification de la panique et à préserver la confiance du public dans les médias et les institutions.

À l'inverse, les réseaux sociaux obéissent à une logique de viralité qui échappe largement aux cadres déontologiques classiques. La diffusion massive de contenus générés par les utilisateurs, souvent sans médiation journalistique, favorise une circulation rapide d'images choquantes, de récits non contextualisés ou d'informations inexacts. Dans le cas du séisme d'Al Haouz, cette dynamique a conduit à la propagation de fausses informations, d'images sorties de leur contexte et de rumeurs alarmistes, comme l'ont documenté les démentis du dispositif *SOS Fake News* de la MAP. Cette viralité incontrôlée pose la question de la responsabilité des plateformes numériques et des utilisateurs dans la gestion de l'information en situation de crise.

Toutefois, l'opposition entre prudence journalistique et viralité numérique ne saurait être envisagée de manière strictement binaire. Les médias traditionnels eux-mêmes sont soumis à une pression croissante de l'instantanéité, notamment sur leurs supports numériques, ce qui peut parfois fragiliser les exigences éthiques au profit

de la rapidité. Inversement, certaines initiatives de vérification et de régulation émergent sur les réseaux sociaux, portées par des journalistes, des institutions ou des citoyens engagés.

Ainsi, la couverture du séisme d'Al Haouz révèle la nécessité de repenser l'éthique de l'information à l'ère numérique. Elle souligne l'importance d'une responsabilité partagée entre journalistes, plateformes et publics, afin de concilier liberté d'expression, rapidité de diffusion et respect des principes fondamentaux de l'éthique journalistique en contexte de crise.

L'analyse comparative de la couverture du séisme d'Al Haouz met en évidence des logiques médiatiques différenciées entre médias traditionnels et nouveaux médias. Les écarts observés en matière de temporalité, de crédibilité et de responsabilité éthique révèlent à la fois des tensions et des formes de complémentarité. Si les réseaux sociaux se distinguent par leur immédiateté et leur proximité émotionnelle, les médias traditionnels conservent un rôle central dans la production d'une information vérifiée et institutionnellement légitime. Cette articulation, lorsqu'elle est maîtrisée, apparaît essentielle pour assurer une communication de crise efficace et préserver la confiance du public dans un environnement informationnel marqué par la rapidité et la surcharge des contenus.

V. Discussion

Les résultats issus de l'étude du séisme d'Al Haouz confirment que la gestion médiatique des crises s'inscrit aujourd'hui dans un environnement informationnel profondément hybride, où médias traditionnels et nouveaux médias coexistent, interagissent et parfois se concurrencent. La couverture de cette catastrophe met en évidence une transformation des dynamiques de circulation de l'information, marquée par une accélération des flux, une diversification des émetteurs et une redéfinition des rôles journalistiques. Cette évolution s'inscrit dans ce que Manuel Castells (2009)¹ qualifie de "société en réseaux", où l'information circule à travers des structures décentralisées, transformant profondément les rapports de pouvoir communicationnels.

D'un côté, les médias traditionnels ont conservé leur fonction de référents institutionnels, en assurant la diffusion de messages officiels, la stabilisation de l'espace public et la structuration du récit de crise. Leur rôle a été déterminant dans la légitimation des informations et dans la coordination de la communication publique, notamment à travers le relais des communiqués des autorités et des dispositifs de secours. Cette fonction rejoint les théories classiques de la communication de crise, mais peut également être éclairée par les travaux de Jürgen Habermas (1989)², pour qui les médias participent à la structuration de l'espace public en tant qu'arène de formation de l'opinion. Dans ce cadre, les médias traditionnels contribuent à maintenir une certaine rationalité communicationnelle, essentielle à la cohésion sociale en période de crise.

D'un autre côté, les réseaux sociaux se sont imposés comme des espaces d'alerte, de mobilisation et de participation citoyenne, permettant une circulation immédiate de l'information et une visibilité accrue des réalités locales. Cette dynamique correspond à une évolution vers des formes de communication plus horizontales et participatives, que Manuel Castells (2012)³ décrit comme des processus d'"auto-

¹ Castells, M. (2009). *Communication power*. Oxford: Oxford University Press.

² Habermas, J. (1989). *The structural transformation of the public sphere: An inquiry into a category of bourgeois society*. Cambridge: MIT Press.

³ Castells, M. (2012). *Networks of outrage and hope: Social movements in the Internet age*. Cambridge: Polity Press.

communication de masse”, dans lesquels les individus deviennent eux-mêmes producteurs et diffuseurs d’information. Par ailleurs, cette centralité des pratiques numériques peut être analysée à travers les travaux de Nick Couldry (2019)¹, qui souligne l’importance croissante des données et des plateformes dans la structuration de l’espace médiatique contemporain.

Toutefois, cette transformation s’accompagne de fragilités majeures. La circulation non médiée de l’information favorise la propagation de rumeurs, d’images trompeuses et de contenus non vérifiés, mettant en lumière les limites d’un espace informationnel dérégulé. Cette situation peut être interprétée comme une remise en question du modèle habermassien d’un espace public fondé sur la rationalité, au profit d’un espace fragmenté, marqué par l’émotion et la viralité.

La discussion met ainsi en évidence une tension structurelle entre immédiateté et fiabilité, émotion et rationalité, viralité et éthique. L’affaire du séisme d’Al Haouz illustre que ni les médias traditionnels ni les nouveaux médias ne peuvent, à eux seuls, répondre pleinement aux exigences informationnelles d’une crise majeure. Elle souligne au contraire la nécessité d’une complémentarité régulée, reposant sur une articulation plus cohérente entre rapidité de diffusion, vérification des faits et responsabilité sociale.

Dans cette perspective, les apports théoriques de Jürgen Habermas, Manuel Castells et Nick Couldry permettent de mieux comprendre les transformations contemporaines de l’espace médiatique. Ils mettent en évidence le passage d’un modèle centralisé et institutionnel de l’information à un modèle distribué, participatif et algorithmique, dans lequel les enjeux de crédibilité, de régulation et d’éthique deviennent centraux.

¹ Couldry, N., & Mejias, U. A. (2019). *The costs of connection: How data is colonizing human life and appropriating it for capitalism*. Stanford: Stanford University Press.

VI. Analyse

L'analyse transversale de la couverture médiatique du séisme d'Al Haouz permet de dépasser une lecture strictement descriptive pour mettre en évidence des dynamiques structurelles propres aux écosystèmes médiatiques contemporains en situation de crise. Elle révèle notamment une reconfiguration profonde des rapports entre temporalité, crédibilité, production de l'information et responsabilité, dans un contexte marqué par l'hybridation des canaux de communication.

1. Temporalité et structuration de l'information

En premier lieu, la temporalité apparaît comme un facteur structurant de la production et de la circulation de l'information. L'immédiateté des réseaux sociaux répond à un besoin d'alerte, de témoignage et de visibilité immédiate des événements, permettant une diffusion rapide des premières images et informations issues du terrain. À l'inverse, la temporalité plus mesurée des médias traditionnels favorise la consolidation des données, leur vérification et leur hiérarchisation.

Cette dualité met en évidence une complémentarité fonctionnelle : là où les réseaux sociaux assurent une fonction d'alerte précoce, les médias traditionnels contribuent à stabiliser l'espace informationnel. Toutefois, elle souligne également une tension fondamentale entre rapidité et fiabilité. Le cas du séisme d'Al Haouz confirme ainsi que l'exigence d'immédiateté, si elle répond à une attente sociale forte, ne saurait se substituer aux mécanismes de vérification sans compromettre la qualité et la crédibilité de l'information.

2. Hybridation de l'espace informationnel

L'analyse met en évidence l'émergence d'un espace informationnel hybride, caractérisé par l'interaction constante entre médias traditionnels et nouveaux médias. Cette hybridation ne relève pas d'une simple coexistence, mais d'un processus d'interdépendance fonctionnelle.

Les réseaux sociaux jouent un rôle de captation immédiate de l'événement et de diffusion horizontale des contenus, tandis que les médias traditionnels interviennent dans un second temps pour structurer, contextualiser et légitimer l'information. Ce

schéma s'apparente à une division du travail informationnel, dans laquelle la production est largement décentralisée, alors que la validation demeure en partie institutionnalisée.

Cependant, cette articulation reste fragile. L'absence de coordination explicite entre ces deux sphères peut générer un décalage entre information brute et information validée, créant des zones d'incertitude propices à la désinformation. Le séisme d'Al Haouz illustre ainsi les limites d'un système médiatique où la vitesse de circulation de l'information dépasse parfois les capacités de régulation.

3. Redéfinition des régimes de crédibilité

L'un des apports majeurs de cette analyse réside dans la mise en évidence d'une transformation des critères de crédibilité dans l'espace public. Traditionnellement fondée sur l'autorité institutionnelle et la professionnalisation journalistique, la crédibilité tend aujourd'hui à se pluraliser.

Deux régimes de confiance coexistent :

un régime institutionnel, fondé sur la vérification, la fiabilité des sources et la légitimité des médias traditionnels et des autorités publiques ;

un régime expérientiel, reposant sur la proximité, l'émotion et l'authenticité perçue des témoignages diffusés sur les réseaux sociaux.

Cette dualité contribue à fragmenter la réception de l'information. Le public ne se réfère plus à une source unique, mais navigue entre différents registres de crédibilité, parfois contradictoires. Ce phénomène explique en partie l'adhésion à des contenus erronés lorsque ceux-ci s'inscrivent dans un registre émotionnel fort.

Ainsi, la crédibilité ne dépend plus uniquement de la véracité des faits, mais également de leur mise en récit et de leur appropriation par les publics.

4. La désinformation comme produit systémique

L'étude des fake news liées au séisme d'Al Haouz, notamment à travers le dispositif SOS Fake News de la MAP, montre que la désinformation ne constitue pas une anomalie, mais un phénomène structurel des situations de crise.

Sa prolifération s'explique par trois facteurs principaux :

- L'incertitude informationnelle, qui crée un vide propice à la circulation de contenus non vérifiés ;
- La charge émotionnelle, qui favorise le partage impulsif des informations ;
- Les logiques algorithmiques, qui amplifient les contenus les plus engageants indépendamment de leur véracité.

Dans ce contexte, la désinformation résulte autant de dynamiques systémiques que d'intentions malveillantes. Le fact-checking apparaît dès lors comme un outil central de régulation de l'espace informationnel et de préservation de la confiance du public. Toutefois, le caractère essentiellement réactif de dispositifs tels que SOS Fake News souligne la nécessité d'une approche plus préventive, intégrant notamment l'éducation aux médias.

5. Les tensions éthiques et la responsabilité distribuée

L'analyse met également en lumière une intensification des dilemmes éthiques à l'ère de l'urgence informationnelle. Les journalistes sont confrontés à une double contrainte : répondre à l'exigence d'immédiateté tout en respectant les standards de vérification et les principes déontologiques, notamment en matière de respect de la dignité des victimes.

Parallèlement, les réseaux sociaux introduisent une dilution de la responsabilité informationnelle, où chaque utilisateur devient un potentiel producteur et diffuseur de contenus sans encadrement professionnel. Cette situation favorise la circulation d'informations non vérifiées et pose la question de la régulation de l'espace numérique.

Dès lors, l'éthique de l'information ne peut plus être envisagée uniquement à l'échelle des professionnels. Elle doit être pensée comme une éthique distribuée, impliquant l'ensemble des acteurs de l'écosystème médiatique : journalistes, plateformes numériques, institutions et citoyens.

6. Vers une recomposition des pratiques médiatiques

Enfin, cette analyse met en évidence la nécessité d'une recomposition des pratiques médiatiques en contexte de crise. Trois axes apparaissent particulièrement structurants :

- Le renforcement du fact-checking en temps réel, intégré dès la production de l'information ;
- Le développement de l'éducation aux médias, afin de former des publics capables d'évaluer la fiabilité des contenus ;
- Une coordination accrue entre médias et institutions, visant à garantir une circulation cohérente et fiable de l'information.

Le séisme d'Al Haouz apparaît ainsi comme un révélateur des transformations en cours, mais également comme un laboratoire permettant d'identifier les conditions d'une communication de crise plus efficace, plus responsable et plus adaptée aux enjeux de l'ère numérique.

Conclusion

L'étude de la couverture médiatique du séisme d'Al Haouz met en évidence le rôle central, mais profondément reconfiguré, des médias dans la gestion des crises contemporaines. Loin de se limiter à une fonction de transmission de l'information, les médias s'imposent désormais comme des acteurs structurants de la perception collective, de la mobilisation sociale et de la régulation de l'espace public en situation d'urgence. À travers ce cas d'étude, il apparaît clairement que l'information n'est pas seulement un contenu à diffuser, mais un processus dynamique qui participe activement à la construction de la réalité sociale de la crise.

L'analyse comparative entre médias traditionnels et nouveaux médias révèle l'existence d'une complémentarité fonctionnelle, mais également de tensions structurelles. Les médias traditionnels continuent d'assurer une communication cadrée, reposant sur des processus de vérification, une hiérarchisation de l'information et une légitimité institutionnelle qui contribuent à stabiliser l'espace public. À l'inverse, les réseaux sociaux se distinguent par leur capacité d'alerte immédiate, leur réactivité et leur proximité émotionnelle avec les publics, favorisant une circulation rapide et participative de l'information. Toutefois, cette immédiateté s'accompagne de vulnérabilités accrues face à la désinformation, à la circulation de contenus non vérifiés et à l'amplification des émotions collectives, mettant en tension les exigences de fiabilité et de responsabilité.

Le cas du séisme d'Al Haouz confirme ainsi que la gestion de l'information en période de crise ne peut reposer sur un seul modèle médiatique. Elle nécessite au contraire une articulation cohérente entre rapidité et vérification, entre participation citoyenne et encadrement professionnel, ainsi qu'entre logique émotionnelle et exigence rationnelle. Dans ce cadre, le fact-checking s'impose comme un levier central de régulation de l'espace informationnel, tandis que l'éthique journalistique demeure un pilier fondamental pour garantir la crédibilité des contenus diffusés et préserver la confiance du public.

Au-delà de cette complémentarité, l'étude met en lumière une transformation plus profonde des régimes de crédibilité et des logiques de production de

l'information. La coexistence d'une confiance institutionnelle, fondée sur la légitimité des médias traditionnels, et d'une confiance expérientielle, ancrée dans les témoignages et les contenus émotionnels des réseaux sociaux, contribue à fragmenter la réception de l'information et à complexifier la construction du sens. Cette évolution souligne la nécessité de repenser les cadres théoriques de la communication de crise à l'ère numérique, en intégrant les dynamiques participatives, algorithmiques et émotionnelles qui caractérisent les environnements médiatiques contemporains.

Par ailleurs, la prolifération des fake news observée dans le contexte du séisme d'Al Haouz met en évidence le caractère systémique de la désinformation en situation de crise. Celle-ci ne résulte pas uniquement d'intentions malveillantes, mais s'inscrit dans un écosystème informationnel marqué par l'incertitude, la surcharge informationnelle et la recherche d'engagement. Face à ces défis, les dispositifs de vérification, tels que le programme SOS Fake News, apparaissent nécessaires mais insuffisants s'ils demeurent uniquement réactifs. Ils doivent s'accompagner d'une approche préventive fondée sur le développement de l'éducation aux médias et sur le renforcement de la culture informationnelle des publics.

Dans cette perspective, l'éthique de l'information ne peut plus être envisagée comme la seule responsabilité des journalistes. Elle tend à devenir une responsabilité distribuée, impliquant l'ensemble des acteurs de l'écosystème médiatique, y compris les plateformes numériques et les citoyens eux-mêmes. Cette redéfinition des responsabilités appelle à une gouvernance renouvelée de l'information en temps de crise, fondée sur la coopération, la transparence et la régulation.

En définitive, le séisme d'Al Haouz apparaît comme un révélateur des transformations profondes qui affectent les pratiques médiatiques contemporaines. Il montre que l'efficacité de la communication de crise ne dépend pas uniquement de la rapidité de diffusion, mais surtout de la capacité des acteurs médiatiques à produire une information fiable, contextualisée, éthique et socialement responsable. Dans un environnement informationnel marqué par la saturation et la concurrence

de l'attention, la confiance du public constitue la ressource la plus précieuse. Sa préservation apparaît dès lors comme l'enjeu central des médias face aux crises actuelles et futures, conditionnant à la fois la qualité de l'information, la cohésion sociale et l'efficacité des réponses collectives.

Bibliographie

- Lagadec, P. (1993). *La gestion des crises : outils de réflexion à l'usage des décideurs*. McGraw-Hill.
- Coombs, W. T. (2014). *Ongoing crisis communication: Planning, managing, and responding*. Sage Publications.
- McCombs, M. E., & Shaw, D. L. (1972). The agenda-setting function of mass media. *Public Opinion Quarterly*, 36(2), 176-187.
- Charron, J. (2017). *Sociologie des médias*. Armand Colin.
- Wardle, C., & Derakhshan, H. (2018). *Information disorder: Toward an interdisciplinary framework for research and policy making*. Council of Europe.
- Bigot, L. (2019). *Fact-checking vs fake news : Vérifier pour mieux informer*. Paris : Éditions du Cavalier Bleu.
- Sauvajol-Rialland, C. (2023). *Penser la transition numérique : Vers un monde digital durable (chap. 23 : L'infobésité)*. Cormelles-le-Royal : Éditions EMS.
- Haut-Commissariat au Plan. (2023). Profil sociodémographique de la zone sinistrée suite au tremblement de terre survenu au Maroc le 8 septembre 2023. Haut-Commissariat au Plan.
- TelQuel. avec MAP (2023, septembre). *Séisme d'Al Haouz: ces fake news qui circulent*. TelQuel / MAP
- MAGHREB ARABE PRESSE (Septembre 2023), *Des corps de victimes en décomposition à l'air libre et sous les décombres. FAUX*, mapexpress.ma
- SNRTNews (Septembre 2023), *Séisme d'Al Haouz, SOS Fake News*, SNRTNews/MAP
- Castells, M. (2009). *Communication power*. Oxford: Oxford University Press.
- Habermas, J. (1989). *The structural transformation of the public sphere: An inquiry into a category of bourgeois society*. Cambridge: MIT Press.
- Castells, M. (2012). *Networks of outrage and hope: Social movements in the Internet age*. Cambridge: Polity Press.

- Couldry, N., & Mejias, U. A. (2019). *The costs of connection: How data is colonizing human life and appropriating it for capitalism*. Stanford: Stanford University Press.